

18e Histoire

© OURS

Ces hommes et ces femmes dont nos squares portent les noms (5)

Suzanne Buisson, féministe, socialiste, résistante, morte en déportation

Suite de la série sur les noms donnés à des squares de l'arrondissement pour honorer divers personnages. Nous avons déjà présenté Léon Serpollet, Jehan Rictus et Saïd Bouziri (notre n° 196), Maria Vérone (197), Paul Robin (198), Claude Charpentier (202). Ce mois-ci (où l'on célèbre la Journée de la femme), voici celle dont on a donné le nom au square situé entre la rue Girardon et l'avenue Junot.

Juin 1940, l'exode. Huit millions de réfugiés sur les routes françaises. Entre autres, des centaines de milliers de Parisiens qui ont fui la capitale menacée par l'approche ultra-rapide des troupes allemandes. Parmi eux, Suzanne et Georges Buisson. Georges est secrétaire général adjoint de la CGT. Suzanne est une dirigeante du Parti socialiste.

Ils ont quitté leur appartement de la rue Doudeauville, dans le 18e, pour se réfugier d'abord à Sète, dans une maison qu'y possède Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT. Puis, après l'armistice du 22 juin, ils gagnent Lyon où Suzanne a des cousins.

Selon les conditions imposées par l'Allemagne, la France est coupée en deux : une zone nord, occupée, et une zone sud où les soldats allemands ne sont pas présents. Lyon est en zone sud, Suzanne et Georges Buisson décident d'y rester. Ils y louent un appartement, 25 rue Jean-Marc Bernard.

La fin de la République

Ces journées de l'été 1940 ont été dramatiques. La guerre entre la France et l'Allemagne était déclarée depuis septembre 1939, mais pendant plus de huit mois il ne s'était rien passé à

la frontière. Le gouvernement français avait laissé, sans bouger, l'armée allemande envahir la Pologne alliée ; plusieurs ministres espéraient secrètement qu'on pourrait ensuite s'arranger avec Hitler.

Mais le 10 mai 1940, les blindés allemands franchissent la frontière et, en quelques semaines, l'armée française est en déroute complète.

Dans ce contexte de désastre, le maréchal Pétain devient chef du gouvernement le 16 juin. C'est pour signer la capitulation, tout le monde le comprend. D'ailleurs l'immense majorité des Français, à ce moment-là, le souhaite, ne voit pas d'autre issue.

Mais Pétain n'est pas neutre politiquement : beaucoup de gens, et notamment les députés, le savent proche des idées de l'extrême-droite. Cela n'empêche pas une énorme majorité de parlementaires (députés et sénateurs), réunis à Vichy le 10 juillet, de lui donner les pleins pouvoirs qu'il réclame : 569 pour, 80 contre.

Parmi les 569 "pour", on compte la majorité des élus socialistes. 90 parlementaires socialistes (sur 168) ont voté les pleins pouvoirs à Pétain, 36 seulement ont voté contre (il faut y ajouter quelques-uns de ceux qui étaient absents ou qui se sont abstenus, et dont on

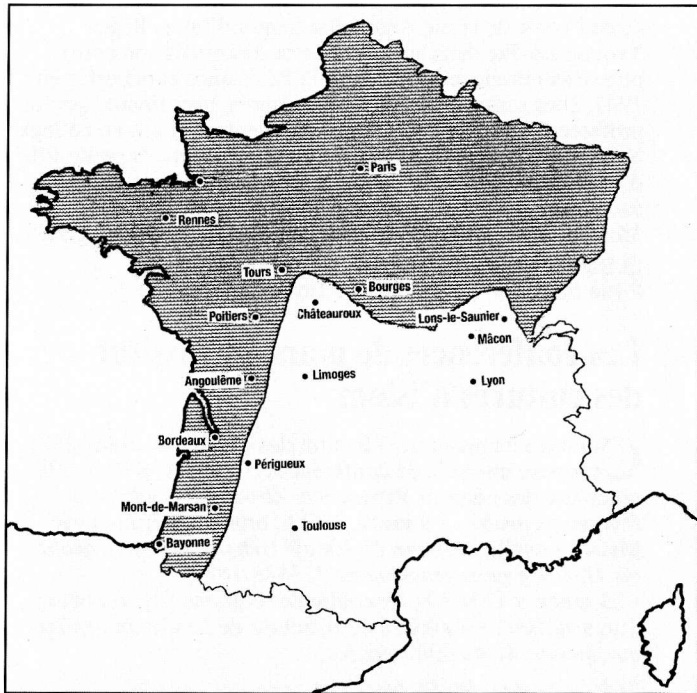


Suzanne Buisson, à la veille du déclenchement de la guerre.

Les assemblées élues sont "ajournées". Il les remplacera, au niveau national et jusqu'aux conseils municipaux, par des comités dont les membres seront désignés par lui ou par les préfets. Il exigera des hauts fonctionnaires, des militaires et de tous les magistrats qu'ils lui prêtent serment, à lui personnellement. Le 9 novembre 1940, il prononcera la dissolution de la plupart des partis (à l'exception des partis d'extrême-droite), puis celle des syndicats et de très nombreuses associations.

La majorité des parlementaires socialistes ont

C'est la fin de la IIIe République. Et pour



Sur cette carte, la séparation entre zone occupée (ici en gris) et zone non occupée (zone sud) après l'armistice de 1940. En plus des territoires conquis militairement, les Allemands avaient exigé de disposer d'une bande sur la façade atlantique.

étaient absents ou qui se sont abstenus, et dont on sait qu'ils ont ensuite opté pour la Résistance),

Les pleins pouvoirs à Pétain, cela signifie qu'on lui reconnaît le droit d'écrire seul une nouvelle Constitution. Dès le lendemain, 11 juillet, Pétain publie plusieurs "actes constitutionnels". Il déclare assumer «*les fonctions de chef de l'État*». Il s'attribue «*le plein pouvoir gouvernemental*», sans contrôle (du moins si l'on excepte le contrôle des autorités allemandes) et «*le pouvoir législatif*».

mentaires socialistes ont voté les pleins pouvoirs à Pétain.

C'est la fin de la IIIe République. Et pour un certain nombre de socialistes, c'est la fin de leur parti, dans le déshonneur. Suzanne et Georges Buisson sont de ceux qui ressentent comme une blessure profonde l'attitude d'un si grand nombre de leurs anciens camarades qui se sont couchés devant Pétain. Heureusement, une poignée de dirigeants, autour de Léon Blum, n'ont pas accepté.

Auxquels peut-on se fier ?

Et maintenant, que faire ?

D'abord, pour Suzanne, renouer des contacts avec d'autres militants socialistes qui n'abdiquent pas. Georges assumera une tâche identique, mais sur le terrain syndical. Ce n'est pas si facile. Car les moyens de déplacement, désorganisés, sont contrôlés par les agents de la police de Vichy et, en zone occupée, par les Allemands.

Suzanne, par ses fonctions au sein du Parti socialiste, a beaucoup voyagé avant la guerre à travers la France, elle connaît énormément de militants. Mais la guerre et l'exode les ont souvent dispersés. Beaucoup d'hommes sont prisonniers (on compte environ un million de prisonniers de guerre emmenés en Allemagne). Et



Lors d'une réunion de l'Union des femmes socialistes en 1937, Suzanne Buisson intervient. (Elle est tout en haut à droite sur la photo.)

il faut se méfier : lesquels, parmi les anciens militants du parti, sont maintenant résignés au régime pétainiste, voire devenus ses partisans ? Auxquels peut-on se fier ?

«Vous devez rester en France.»

Elle retrouve la trace de Daniel Mayer. Elle l'a bien connu lorsqu'il était journaliste au *Populaire*, le journal du PS, dans lequel elle tenait elle-même une rubrique hebdomadaire sur les droits des femmes. Tous deux étaient des adversaires déterminés des concessions à Hitler. Mobilisé en 1939, Daniel Mayer a retrouvé la vie civile après l'armistice et s'est réfugié en zone sud. Suzanne Buisson le rencontre fin juillet 1940 à Toulouse.

Daniel Mayer s'interroge. Il songe à gagner l'Angleterre, mais il aimerait l'avis de Léon Blum, qui était le directeur du *Populaire* et dont il est proche. Justement, Suzanne Buisson a appris où se trouve Léon Blum : à Colomiers (Haute-Garonne). Daniel Mayer lui rend visite le 29 juillet. Blum est formel : «*Vous devez rester en France.*» Il lui fixe une mission : reconstruire le parti dans un esprit de résistance. Lutter

Ils vont reconstruire leur parti dans la clandestinité.

À 17 ans, elle adhère au *Parti socialiste ouvrier révolutionnaire*, une des formations socialistes de l'époque, et en 1905, à 22 ans, au *Parti socialiste* qui vient de naître de la fusion de ces diverses formations sous l'égide de Jean Jaurès.

Elle habite alors dans le 18e et ne le quittera plus avant 1940. Elle se marie. Mais en 1914 éclate la guerre ; son mari est tué au front, la laissant seule avec la charge d'élever leur fils.

En 1920, au moment de la scission du Parti socialiste entre d'un côté les communistes et de l'autre ceux qui veulent maintenir le parti tel qu'il était, elle choisit les seconds. Un peu plus tard, nous la retrouvons employée à la Fédération socialiste du département de la Seine. Elle prend des responsabilités. En 1931, au niveau national, elle devient la secrétaire générale du *Comité des femmes socialistes* et le restera jusqu'à la guerre. En 1933-34, puis à nouveau en 1938-39, elle est élue à la «Commission administrative permanente», qui est en quelque sorte le Parlement du Parti socialiste, lieu où se décident ses positions.

La section du 18e dans le désarroi



Daniel Mayer et Léon Blum juste après la Libération.

les hommes. Elle affirmera toujours : «*Nous luttons pour l'émancipation des femmes, mais aussi pour la libération de tous les travailleurs. Les deux combats sont inséparables.*»

la Fédération des employés, avant d'intégrer en 1920 la direction confédérale de la CGT. Bien qu'adhérent au PS, il y est peu actif : son engagement est essentiellement syndical.

Suzanne Buisson est décrite comme une femme «*d'une haute et imposante stature, avec un visage peu mobile et des gestes mesurés, mais d'un commerce agréable*», et Georges Buisson comme «*grand, raide, digne*». Ils entrent tous deux en Résistance en 1940, chacun dans son secteur d'action.

Neuf personnes réunies

Le 30 mars 1941, neuf personnes sont réunies à Nîmes chez un cousin de Suzanne. Sept hommes, dont Daniel Mayer, et deux femmes (Suzanne Buisson et Cletta Mayer). Ils jettent les bases d'un *Comité d'action socialiste* (CAS), outil en zone sud de la reconstruction du parti dans la clandestinité. Parmi eux, trois anciens députés, Félix Guoin, Édouard Froment et Léon Hussenel, de ceux qui ont voté contre les pleins pouvoirs à Pétain.

Daniel Mayer est nommé secrétaire général du CAS. D'autres militants, anciens dirigeants du PS ou nouveaux venus, rejoindront ce groupe. À peu près au même moment, un autre *Comité d'action socialiste* s'est créé en zone occupée. Les contacts entre les deux zones seront bientôt établis, malgré les difficultés.

Dès le début est fait un choix décisif : le CAS décide de ne pas créer un mouvement de résistance propre aux socialistes, mais demande à ses militants de rejoindre les divers mouvements

Buisson. Elle le connaissait depuis longtemps : en 1902 il s'était installé dans le 18e, et on note sa présence, cette année-là, comme représentant de la Goutte d'Or au congrès de la Fédération de la Seine du *Parti socialiste français* (une des formations socialistes de l'époque).

Il était aussi un syndicaliste actif, membre comme Suzanne du Syndicat des employés CGT. Il a rejoint en 1908 la direction nationale de

le 29 juillet. Blum est formel : «vous devez rester en France.» Il lui fixe une mission : reconstruire le parti dans un esprit de résistance, lutter à la fois contre l'occupant et contre Pétain.

Léon Blum sera arrêté le 15 décembre 1940 par la police de Pétain et emprisonné, puis déporté en Allemagne en mars 1943.

Désormais, Daniel Mayer, Suzanne Buisson et quelques autres vont s'employer à faire renaître un Parti socialiste dans la clandestinité.

Née Suzanne Lévy, militante à 17 ans

Suzanne Buisson était née Suzanne Lévy, en 1883. À 16 ans, elle a dû interrompre ses études pour aider sa famille, en proie aux difficultés financières. Elle a trouvé de l'embauche à Paris, comme dentellière. (D'autres sources disent : employée de magasin.)

Très jeune, elle s'intéresse à la vie politique. Elle suit les cours d'une "université populaire", elle lit beaucoup, des journaux, des livres, notamment des classiques du socialisme, de Marx à Jules Guesde et à Paul Lafargue (l'auteur du *Droit à la paresse* qui traite de la réduction du temps de travail). Elle milite au Syndicat des employés CGT. C'est une époque de grandes batailles syndicales, notamment pour "la journée de 8 heures".

Elle s'affirme comme féministe, se bat pour les droits des femmes, leurs conditions de travail, l'égalité de salaires et de traitement avec

La section du 18e dans le désarroi

Elle fait toujours partie de la section du 18e. Celle-ci traverse des années agitées. Ses deux principaux leaders, Barthélémy Montagnon et Paul Perrin, élus députés du 18e en 1932 ⁽¹⁾, font partie de la tendance de droite du PS, conduite par Marcel Déat, ceux qu'on appelle les "néo-socialistes". Cette tendance est tellement à droite et prend des positions tellement contraires à celles du parti que ses dirigeants, Déat en tête, sont exclus en décembre 1933.

La section du 18e se trouve dans le désarroi. Un homme situé exactement à l'opposé, à l'extrême-gauche du parti, René Rul, en prend la direction. René Rul, ancien prof de gym devenu docteur en droit grâce à des cours du soir, fait partie de la tendance Gauche révolutionnaire, dirigée par Marceau Pivert, qui sera exclue à son tour en juin 1938.

Suzanne Buisson prend peu de part à ces affaires locales : son action au niveau national lui prend tout son temps, toute son énergie. Elle voyage beaucoup à travers la France pour promouvoir les droits des femmes auprès des adhérents du parti – ce qui n'est pas toujours évident.

Elle s'était remariée en 1926, avec Georges

1. *Barthélémy Montagnon et Paul Perrin ne seront pas réélus en 1936.*

tance propre aux socialistes, mais demande à ses militants de rejoindre les divers mouvements existants. Cela pénalisera le PS après la Libération par rapport au Parti communiste qui, lui, a créé son propre mouvement de résistance et ses groupes armés. Le Parti communiste distancera largement le PS aux élections qui suivront 1945. Mais Suzanne Buisson, qui a assumé entre autres, pour le PS, la difficile tâche des relations avec les communistes dans la clandestinité, ne verra pas, hélas, la Libération.

Ça devient trop dangereux

L'appartement de Suzanne à Lyon devient un des principaux lieux de rendez-vous des clandestins. Ils doivent prendre d'innombrables précautions. C'est elle qui est chargée de conserver, bien cachés, les documents du CAS. Mais bientôt il faut se rendre à l'évidence : c'est trop dangereux. Les socialistes doivent se trouver un autre local à Lyon, 85 avenue de Saxe, sous couvert d'une fausse activité commerciale.

Les Allemands envahissent la zone sud en novembre 1942. À ce moment, Suzanne fait partie du bureau national clandestin du PS ; elle est toujours sur la brèche, voyageant constamment pour les missions les plus risquées.

Le 27 avril 1943, son mari part clandestine-

(Suite de l'article page 18)